

Paris, 20 juin 2013

Italie : le comportement de paiement des entreprises en détérioration face à la violence de la récession, une présence forte de TPE fragiles et des retards massifs de règlement de la sphère publique

Le "business model" italien pris dans un cercle vicieux

Economie parmi les plus industrialisées de la zone euro, l'Italie cumule 7 trimestres consécutifs de contraction du PIB. L'activité chute de -2,4% en 2012, et devrait baisser de -1,7% en 2013 (contre -0,6% pour la zone euro). Pénalisée par la baisse du pouvoir d'achat et un taux de chômage élevé, la consommation des ménages se contracte. Mais à long terme, la vulnérabilité de la croissance trouve sa source dans le très bas taux d'activité et la faiblesse de l'innovation.

La dynamique favorable des exportations ne peut compenser la contraction de la demande interne. Faute de moyens pour financer leur montée en gamme, les entreprises italiennes ont perdu d'importantes parts de marché mondiales. Il s'agit d'un cercle vicieux : la perte de compétitivité - prix et qualité - entraîne une compression des marges qui, à son tour, bloque la capacité d'améliorer la compétitivité et donc de restaurer les marges.

Une montée des impayés accentuée par plusieurs facteurs, en plus de la récession

Face à ces vulnérabilités, Coface note une nette détérioration du comportement de paiement des entreprises italiennes. Traditionnellement, elles enregistrent un taux d'impayés plus élevé que celui des autres pays européens. Mais depuis les débuts de la crise, l'écart se creuse : si, en 2007 ce taux était 3 fois supérieur au français, il est aujourd'hui 7 fois supérieur.

Une analyse menée par les économistes de Coface a mis en avant l'origine de cette tendance préoccupante.

- **La conjoncture n'est pas le seul facteur** qui explique le taux d'impayés en Italie. Si la croissance italienne était identique à celle de ses voisins, ce taux serait tout de même plus élevé.
- Si leur niveau de profitabilité et d'endettement reste dans la moyenne européenne, les entreprises italiennes sont confrontées à une baisse record de leurs marges, avec un impact sur la capacité à autofinancer leurs investissements. **La dépendance des entreprises au crédit bancaire**, alors que les banques italiennes sont devenues moins généreuses en matière d'offre compte tenu de la détérioration de la qualité de leur bilan, joue donc un rôle dans leurs difficultés actuelles.
- Le risque de défaillance inhérent aux difficultés de trésorerie est accentué par **la domination des petites structures** dans le tissu économique italien (95% des entreprises ont moins de 10 salariés), une présence beaucoup plus marquée que dans le reste de l'Europe. Plus précaires, ces TPE voient leur productivité se détériorer.

- Une autre particularité italienne réside dans l'absence de ponctualité dans le règlement des paiements de la sphère publique. **Les délais de paiement historiquement très longs des administrations publiques** (170 jours en Italie, contre 60 jours en France, 135 jours au Portugal et 159 en Grèce) fragilisent donc le tissu d'entreprises.

"Coface a revu à la baisse sa prévision de croissance italienne en 2013 à -1,7%. Or, la nette dégradation du comportement de paiement des entreprises que nous observons depuis la crise n'est pas seulement liée aux difficultés conjoncturelles. Elle est le résultat de problèmes structurels, dont la domination dans le tissu global de TPE très fragilisées et les énormes délais de paiements de la sphère publique. La décision du gouvernement italien de régler une partie de ces retards est une bonne nouvelle. Le pays a d'ailleurs un atout de taille : une spécialisation variée et adaptée à la demande des économies émergentes dynamiques. Mais, seules des réformes en profondeur permettront d'exploiter ce potentiel considérable », commente Yves Zlotowski, économiste en chef de Coface.

CONTACT MEDIA:

Maria KRELLENSTEIN - T. +33 (0)1 49 02 16 29 – maria_krellenstein@coface.com

A propos de Coface

Le groupe Coface, un leader mondial de l'assurance-crédit, propose aux entreprises du monde entier des solutions pour les protéger contre le risque de défaillance financière de leurs clients, sur leur marché domestique et à l'export. En 2012, le Groupe a enregistré un chiffre d'affaires consolidé de 1,6 milliard d'euros. Ses 4 400 collaborateurs assurent un service de proximité dans 66 pays. Chaque trimestre, Coface publie son évaluation du risque pays dans 158 pays, en s'appuyant sur sa connaissance unique du comportement de paiement des entreprises et sur l'expertise de ses 350 arbitres localisés au plus près des clients et de leurs débiteurs.

En France, le Groupe gère également les garanties publiques à l'exportation pour le compte de l'Etat. Coface est filiale de Natixis, banque de financement, de gestion et de services financiers du Groupe BPCE.

www.coface.com